

2. Renforcer l'efficacité de la coopération et du dialogue stratégique entre l'UE et les parties prenantes en Côte d'Ivoire (y inclus les partenaires qui participent aux TEIs) ;
3. Soutenir l'amélioration du climat des affaires, y compris à travers une assistance technique ;
4. Faciliter la mise en œuvre du Plan d'Action de l'UE sur l'Égalité entre les hommes et les femmes 2021-2025 (GAP III)³, de la stratégie de droits humains et démocratie sous tous ses aspects tant politiques qu'opérationnels (intégration de l'approche basée sur les droits, genre, etc.) ;
5. Promouvoir le programme d'échange d'étudiant Erasmus mundus.
6. Communiquer et informer sur les objectifs globaux de l'UE dans le monde, en Afrique et en Côte d'Ivoire (y compris sur les projets de coopération financés par l'UE, dont les TEI) ;
7. Contribuer à une meilleure connaissance des problématiques générales du pays et de la coopération en particulier en vue d'un dialogue politique mieux informé et coordonné avec les autres partenaires techniques et financiers ;

L'action permettra de mobiliser de l'assistance technique, de réaliser des études, d'organiser des conférences et d'assurer la visibilité de la coopération européenne.

La mesure d'appui contribuera notamment à financer des activités et études destinées à soutenir la mise en œuvre des TEI, y compris dans le domaine de la communication et de leur valorisation.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

La scène politique ivoirienne apparaît aujourd'hui stable et apaisée suite au dialogue instauré par Alassane Ouattara avec les partis d'opposition depuis les élections législatives de 2021. Bien que ces élections et celles de 2023 se soient passées sans violence, la cohésion sociale sous-jacente reste fragile et les efforts entrepris doivent être consolidés.

Régulièrement aligné sur l'UE dans les instances internationales, le pays a voté en faveur des résolutions adoptées à l'ONU (Assemblée générale et Conseil des Droits de l'Homme) concernant la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine les 2 et 3 mars et le 12 octobre 2022.

La Côte d'Ivoire est le moteur économique de l'espace de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et enregistre l'un des taux de croissance économique les plus rapides et soutenus en Afrique subsaharienne depuis plus de dix ans. Le Fonds monétaire international l'estime à 6,4% en 2023 et l'anticipe à 6,5% en 2024. L'activité économique est restée robuste face aux défis découlant de la pandémie de la Covid-19, de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et de l'instabilité politique croissante dans l'UEMOA. Cependant, la croissance économique du pays ne se traduit pas automatiquement par une réduction du taux de pauvreté qui touche encore 39,4% de la population et qui est exacerbé par l'inflation. En effet, le taux d'inflation s'est élevé en moyenne à 5,2 % en 2022, son niveau le plus élevé depuis dix ans, en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires, des transports et de l'énergie. Dans ce contexte, les inégalités demeurent très importantes et constituent une importante cause de mécontentement de la population, de conflits sociaux et de migration. De plus, en ce qui concerne l'inégalité liée au genre, les positions du pays selon tous les indicateurs internationaux d'équité des genres ne sont pas particulièrement favorables : 171^{ème} sur 188 pays pour les Nations unies, 43^{ème} sur 52 pays en Afrique selon la Banque Africaine de Développement et 136^{ème} sur 144 pays selon le Forum Économique Mondial.⁴

Face à cette situation, le gouvernement a adopté des mesures pour contrecarrer les effets collatéraux du conflit russo-ukrainien, allant de la réduction d'impôt et des subventions afin de contrôler le prix de certains produits de grande consommation et du carburant, à l'obligation pour les exportateurs d'obtenir une autorisation préalable avant toute sortie du territoire des produits vivriers que sont la banane, le riz local, l'igname, le manioc, le maïs ainsi que leurs dérivés. L'économie ivoirienne reste par ailleurs très

³ Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil, Plan d'action de l'Union européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III) – Un programme ambitieux pour l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes dans l'action extérieure de l'Union européenne, référence JOIN(2020) 17 final, 25.11.2020.

⁴ Plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes III - 2021-2025 ; Plan de mise en oeuvre au niveau national - CLIP Côte d'Ivoire | Délégation de l'UE en Côte d'Ivoire, 03.11.21, p.2.